

● (1250)

Une voix: Rien à voir avec Ronnie Reagan. Ce n'est pas ce qu'a fait Ronald Reagan.

M. Deans: Soit dit en passant, il n'a pas non plus appliqué la politique du gouvernement actuel qui alourdit les impôts afin de distribuer de l'argent. Quelle qu'ait fini par devenir sa politique, elle ne correspondait, il faut bien le dire, ni à ce que je proposais ni à ce que le gouvernement actuel a fait. Je suis vexé que le secrétaire parlementaire me compare au député de York-Peel (M. Stevens).

Une voix: Vous avez plus de cheveux.

M. Deans: Outre les différences physiques évidentes, il est absolument choquant et stupide de faire une telle comparaison. Savez-vous ce que j'aurais fait à propos de Massey-Ferguson? J'aurais accordé des stimulants aux agriculteurs pour leur permettre de remplacer leurs machines agricoles usées et désuètes et d'en acheter des neuves à des fabricants canadiens comme Massey-Ferguson, de sorte que ses travailleurs mis à pied puissent être réembauchés. Si j'avais eu à dépenser de l'argent, c'est ainsi que je m'y serais pris.

M. Evans: Monsieur le Président, ma position ne diffère pas tellement de celle du député de Hamilton Mountain. Nous avons discuté de questions fiscales en maintes assemblées. Chaque fois qu'il prend la parole, je m'aperçois que ses vues rejoignent de plus en plus les miennes. C'est très intéressant. La théorie dite des retombées, contre laquelle les néo-démocrates s'élèvent et qu'ils qualifient d'horrible, revient en fait à réduire les impôts et à mettre plus d'argent à la disposition des gens de sorte qu'ils puissent dépenser, économiser et investir à leur gré. Les avantages de cette réduction d'impôt, en se répercutant à travers tout le système économique, finissent par rejaillir sur les autres en leur assurant des emplois et des revenus. Voilà à quoi se résume la théorie dite des retombées.

M. Deans: Non, pas du tout.

M. Evans: C'est l'économie de l'offre, monsieur le Président, sous sa forme la plus pure. Le député de Hamilton Mountain a pour la première fois donné son appui à ce principe, au nom du Nouveau parti démocratique. Il fait enfin preuve de réalisme. Je l'en félicite.

M. Deans: Je serai bref. Je n'en crois pas mes oreilles. Ce sont les conservateurs, cher ami, qui prétendent que si on allège le fardeau fiscal des riches, les plus démunis en profiteront eux aussi au bout du compte. Le député et son gouvernement font exactement le contraire. Ils imposent davantage les plus démunis et augmentent les taxes de toutes sortes de façon

Impôt sur le revenu—Loi

à pouvoir garantir les revenus de placement des investisseurs. C'est totalement dépourvu de bon sens!

M. Deans: Pour couper court, je signale au député qu'il faut réduire la charge fiscale de la famille canadienne moyenne, non pas l'augmenter, pour lui permettre d'acheter des produits fabriqués au Canada. Par la même occasion, on crée de l'emploi. Où est la faille dans le raisonnement?

M. Evans: Je n'ai pas dit qu'il y en avait une.

M. Deans: Pourquoi protestez-vous alors?

M. Fisher: Monsieur le Président, je voudrais poursuivre cette discussion plutôt orageuse avec ce tenant de l'application de la remarquable politique du président Reagan au Canada. Qu'entend-il faire entre le moment où il réduira les impôts et celui où cette réduction se fera sentir dans l'économie? En effet, les agriculteurs qui profiteront de dégrèvements fiscaux ne passeront pas nécessairement de commandes aux entreprises sur-le-champ. Selon le député, quelles mesures le gouvernement devrait-il prendre dans l'intervalle? Faudrait-il tout simplement attendre jusqu'à ce que les retombées se manifestent, puis laisser les gens faire la queue pour la soupe populaire et ainsi de suite? C'est le genre de chose qui se produit, paraît-il, au sud de la frontière. Je me demande s'il en est question également à Hamilton Mountain.

M. Deans: J'ai dû m'habiller autrement pour essayer de me soustraire à la menace de la politique économique de M. Reagan qu'ils font apparemment peser sur moi. Pour l'amour de Dieu, n'essayez pas d'interpréter le contenu d'un livre d'après sa reliure. Je tiens à signaler que tous les aspects de la politique du gouvernement alourdissent le fardeau fiscal du travailleur moyen, ce qui est de la folie. Si le gouvernement poursuit dans la voie qu'il a empruntée, le pouvoir d'achat des consommateurs diminuera encore et en fin de compte, le secteur manufacturier fera inévitablement faillite, faute de débouchés. La quête idéologique aveugle du gouvernement est absolument ridicule.

Des voix: Bravo!

M. McLean: Monsieur le Président, puis-je demander à la présidence d'envisager de dire qu'il est 13 heures?

Le président suppléant (M. Blaker): Il est bien compréhensible que le député préfère suspendre son discours directement après l'avoir commencé que de l'interrompre pour la pause habituelle.

Par conséquent, comme il est 13 heures, je quitte le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)